

REVUE

IDÉES DURABLES

LA RSE EN PARTAGE

www.latitudemonde.com

N°10 | 2025



DÉCRYPTAGE

9ème AFRICAN BUSINESS AND SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

LES ACTEURS S'ENGAGENT



LA GRANDE INTERVIEW

INÈS AHOURE

DIRECTRICE DURABILITÉ DE PÉTRO IVOIRE

TRIBUNE

De la nécessité d'embarquer les PME dans la RSE

**BADEA**Arab Bank
for Economic
Development
in Africa**Together for Africa**

ESTABLISHMENT

The Arab Bank for Economic Development in Africa (BADEA) was established pursuant to the resolution of the 6th Arab Summit Conference in Algiers on 28th November 1973. The Bank began operations in March 1975.



MANDATE

The Bank was created for the purpose of strengthening economic, financial and technical cooperation between the Arab and African regions and for the embodiment of Arab-Africa solidarity on foundations of equality and friendship. To achieve this end, the Bank was given a mandate to:

- ▷ Participate in financing economic development in African countries.
- ▷ Stimulate the contribution of Arab capital to African development.
- ▷ Help provide the technical assistance required for the development of Africa.



RATINGS

BADEA received a top AAA credit rating from the Japan Credit Rating Agency (JCR) as well as an upgrade of its outlook from "Stable" to "Positive" by S&P Global Ratings and affirmation of its Moody's and S&P rating of Aa2 and AA+ respectively. These achievements highlight significant improvements in the Bank's liquidity position, demonstrated by the strengthening of substantial liquidity buffers and a successful capital market issuance on the back of prudent and improving risk management practices.



VISION

"To be the lead platform for Arab-Africa Economic Cooperation for Development".



MISSION

"To promote Arab-Africa's Economic Cooperation through financial assistance, investment and technical support."

BADEA STRATEGY PILLARS (2030)



Éditorial



© Latitude Monde

Stéphane Moudouté-Bell

Directeur Général
du Cabinet LATITUDE MONDE

Commissaire Général
de l'AFRICAN BUSINESS
& SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

COALITION AFRIKADURABLE

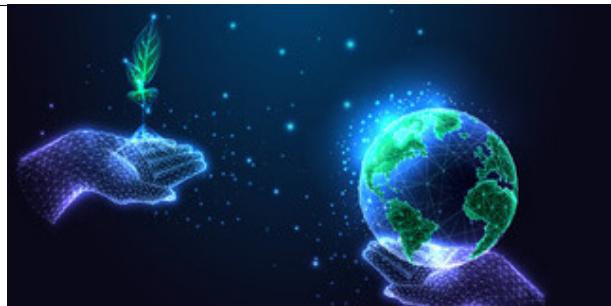
Les défis économiques, sociaux et environnementaux dont fait face le continent africain imposent aux entreprises de construire des coalitions fortes autour de projets à impact positif, basés sur les spécificités socio-écologiques africaines, et contribuant à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

En phase avec les travaux de la 9ème édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM qui a eu lieu à Lomé, au TOGO, les 01 et 02 octobre 2025, la Coalition AFRIKADURABLE s'inscrit dans ce Mouvement et encourage les Entreprises et Organisations à mutualiser leurs efforts pour développer les Personnes, les Territoires, et à protéger la Nature.

Dans la dynamique de chaque édition de l'AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM, la Coalition AFRIKADURABLE fédérera des entreprises autour de projets locaux et arrimés aux Objectifs de Développement Durable.

Vous êtes une entreprise, quelle que soit la taille, et souhaitez co-construire des actions à impact positif avec d'autres acteurs de votre écosystème ? Vous êtes une ONG/Association, un Territoire et souhaitez partager des projets à impact susceptibles d'intéresser des entreprises citoyennes ?

Alors, n'hésitez pas à rejoindre la Coalition AFRIKADURABLE . ■



IDÉES DURABLES EST UNE REVUE SEMESTRIELLE DIGITALE ÉDITÉE PAR LATITUDE MONDE

Directeur de la publication & Rédacteur en chef **Stéphane Moudouté-Bell** • Contributeurs **Didier ACOUÉTEY ; Orchidée BIYO WISSI ; Sabou DOUMBIA ; Bénédicte SESS TCHOTCH** ; UNICEF GABON • Maquette **Tebiche Samir** • Crédit Photos **Istock - Pexels Freepik** • Editeur Latitude Monde BP: 6514 Libreville - Gabon / Tél: +241 74 18 96 72 • contact@latitudemonde.com

Sommaire

10/2025



ACTUALITÉS RSE

- 06** Le Kenya veut contraindre le secteur privé à investir via la RSE
- 07** Action climatique : La Côte d'Ivoire inclut les jeunes
- 08** 2^{ème} édition des Trophées GABON RSE
- 09** Transition Énergétique : L'Île Maurice redessine son paysage immobilier

DÉCRYPTAGE

- 11** 9^{ème} African Business & Social Responsibility Forum: Les acteurs s'engagent
- 15** Gestion durable des déchets de démolition en Afrique

GRANDE INTERVIEW

- 16** Inès AHOURE, Directrice Durabilité de PETRO IVOIRE

TRIBUNE

- 20** De la nécessité d'embarquer les PME dans la RSE

GUIDE POUR LES DÉCIDEURS

- 22** RSE entre conformité et action volontaire
- 24** RSE : L'alignement interne-externe, s'adapter pour grandir
- 26** RSE d'impact - L'inclusion active des zones rurales

► LE KENYA VEUT CONTRAINdre LE SECTEUR PRIVé À INVESTIR VIA LA RSE

LA DIMINUTION DU CAPITAL-RISQUE OBLIGE L'AFRIQUE À ASSURER UN FINANCEMENT STABLE À SES ENTREPRENEURS. LE KENYA RÉPOND À CE DÉFI PAR UNE PROPOSITION SUSCEPTIBLE DE REDÉFINIR LA DYNAMIQUE DE LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) SUR LE CONTINENT.

OBW

Le gouvernement kényan, par l'intermédiaire de l'Agence nationale d'innovation du Kenya (KeNIA), élabore actuellement une politique qui obligeraient les grandes entreprises à allouer une partie de leur budget RSE au financement de startups et d'entrepreneurs locaux. Le but premier est de renforcer le financement de l'innovation au niveau local en créant un Fonds national. Ce Fonds soutiendrait spécifiquement les entreprises en phase de démarrage qui ont du mal à obtenir un financement. «Nous étudions les moyens d'impliquer le secteur privé dans le cadre de la RSE afin qu'une partie de leur budget soutienne les programmes nationaux d'innovation», a déclaré Tonny Omwansa, directeur général de la KeNIA.

Cette approche stratégique s'inspire de la loi indienne sur les so-

ciétés de 2013, qui exige que les grandes entreprises consacrent « 2 % de leurs bénéfices à des activités de RSE ».

Ce modèle institutionnaliserait la participation des entreprises au développement technologique. Pour le concrétiser, les politiques espèrent lever au moins 34,8 millions de dollars auprès d'entreprises privées en appui aux fonds d'innovation du gouvernement.

La résolution kényane offre un cas d'étude stimulant pour les décideurs politiques à travers l'Afrique. Elle démontre une tentative de transformation de la RSE en un levier national stratégique ; en liant la responsabilité sociétale aux objectifs nationaux de productivité.

Cette mesure invite chaque gouvernement à examiner comment



son propre secteur privé peut être sollicité et intégré de manière stratégique pour son développement durable. ■



© youthmedia.net

ACTION CLIMATIQUE LA CÔTE D'IVOIRE INCLUT LES JEUNES

EN MARGE DE LA COP30 À BELÉM, AU BRÉSIL, LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, ASSAHORÉ KONAN JACQUES, A SIGNÉ, VENDREDI 7 NOVEMBRE 2025, LA DÉCLARATION NATIONALE DES ENFANTS, ADOLESCENTS ET JEUNES POUR L'ACTION CLIMATIQUE.

OBW

La démarche ivoirienne est l'aboutissement d'un processus participatif, incluant l'appui institutionnel du ministère de l'Environnement, de l'UNICEF et de divers partenaires engagés. La déclaration elle-même est le fruit des réflexions d'un atelier qui a réuni plus de 60 jeunes issus de différentes plateformes et mouvements de jeunesse à Abidjan, le 23 octobre 2025. «En donnant la parole aux enfants et aux jeunes, nous construisons

une gouvernance climatique plus inclusive, plus juste et plus durable. Leur voix compte, et elle compte maintenant», s'est exprimé le Ministre Assahoré Konan. Il s'est également prononcé sur la mise en place d'un projet pilote dans ce sens. «Dès notre retour de cette COP30, mon pays va proposer un mécanisme pilote national de participation des jeunes aux politiques d'adaptation en lien avec notre nouveau Plan National d'Adaptation».

Cet engagement a été chaleureusement accueilli par la communauté internationale, notamment par la Directrice exécutive de l'UNICEF, Catherine Russell. Elle a tenu à féliciter la Côte d'Ivoire pour son leadership, déclarant: «Cette déclaration démontre que la jeunesse n'est pas seulement l'avenir, mais qu'elle est le présent de l'action climatique. Je salue la collaboration avec la Côte d'Ivoire sur ce dossier». ■



©LATITUDE MONDE

► DEUXIÈME ÉDITION DES TROPHÉES GABON RSE

LA 2^{ème} ÉDITION DES TROPHÉES GABON RSE, ORGANISÉE PAR LE CABINET LATITUDE MONDE, S'EST DÉROULÉE À LIBREVILLE, LE VENDREDI 05 DÉCEMBRE 2025.

LA RÉDACTION



©LATITUDE MONDE

L'événement a célébré les actions socio-écologiques à impact positif découlant du mouvement de la RSE enclenché par huit entreprises gabonaises. Il s'agit d'Eramet-Comilog (Prix Grande Entreprise-Emploi des Jeunes); Owendo Mineral Port (Prix Grande Entreprise-Impact Territoire) ; la Fondation BGFI Bank (Prix Spécial du Jury) ; Reminac

(Prix Grande Entreprise-Avenir); La Façade Maritime du Champ Triomphal (Prix Grande Entreprise-Environnement) ; WTS Energy (Prix PME); Gesparc (Prix PME-Avenir) ; Le Potager Mengue (Prix Start-up).

Sous le thème « Mouvement de la RSE : Regards croisés pour inspirer les champions de la durabilité»,

le panel qui a précédé la remise des Prix a permis de partager des initiatives RSE à succès et avoir des éléments d'appréciation sur les retombées de la RSE pour les organisations ; la nécessité pour les entreprises d'accélérer la prise en compte des problématiques environnementales. Il a également souligné l'importance que revêt la RSE pour la conservation du permis d'exister des entreprises.

Les échanges ont été enrichis par l'intervention de leaders de la durabilité : Inès AHOURÉ, Directrice Durabilité à Petro Ivoire, Stephen MOUBA, Directeur Pays de The Nature Conservancy au Gabon ; Yvan N'NA MBOMA, Fondateur de Bamboo, Yannick EBIBIÉ, Directeur Général de la Sing, Géraldine ROBERT, Présidente de l'Association Yemali. ■

► TRANSITION ÉNERGÉTIQUE L'ÎLE MAURICE REDESSINE SON PAYSAGE IMMOBILIER

L'ÎLE MAURICE OPÈRE ACTUELLEMENT UNE MUTATION PROFONDE DE SON UR-BANISME POUR RÉPONDRE À L'URGENCE CLIMATIQUE.


©ip finance.com

L'État insulaire s'est fixé l'objectif d'atteindre 60 % d'énergie renouvelable dans son mix national d'ici 2030. Cette volonté politique transforme radicalement le secteur de la construction, qui délaisse les méthodes traditionnelles au profit d'un immobilier vert normé.

Sous l'impulsion de standards internationaux tels que BREEAM ou LEED, les promoteurs intègrent désormais dès la conception des stratégies d'isolation thermique, de récupération des eaux pluviales et l'usage de matériaux biosourcés, faisant de la durabilité le nouveau standard. Cette révolution architecturale se déploie de manière inégale mais stratégique sur le territoire. Si la capitale, Port-Louis, se concentre sur la rénovation de son parc tertiaire pour combattre les îlots de

chaleur urbains, le nord de l'île, notamment autour de Grand Baie, voit fleurir des villas bioclimatiques. Ces résidences misent sur des toitures végétalisées et une ventilation naturelle optimisée. À l'inverse, le sud-est de l'île, proche de Mahébourg, privilégie une approche plus communautaire et sociale, axée sur la préservation d'un littoral fragile face à l'érosion.

Pour soutenir cette transition coûteuse et encourager les investisseurs, l'enveloppe globale dédiée au secteur des énergies renouvelables atteint près de 30 milliards de roupies, soit plus de 550 millions d'euros (mobilisables sur plusieurs années). Plus spécifiquement, le budget 2024-2025 alloue 37 500 000€ (2 milliards de roupies) directement vers les projets solaires, éoliens et hydroélectriques. Ce dispositif

s'adresse aussi bien aux grands promoteurs qu'aux particuliers, ces derniers pouvant prétendre à des subventions couvrant généralement 20 à 40 % des coûts initiaux d'installation, avec des plafonds oscillant entre 100 000 et 500 000 roupies selon l'envergure du projet résidentiel.

Les retombées économiques et écologiques sont tangibles. Les bâtiments certifiés promettent une réduction drastique de la facture énergétique, de l'ordre de 30 à 40 % par rapport aux standards locaux, tout en diminuant les émissions de CO₂ dans des proportions similaires. Bien que le secteur doive encore surmonter le manque d'experts certifiés localement et le surcoût des matériaux importés, la dynamique est lancée. ■

LA RÉDACTION



BOAD

BANQUE OUEST AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT



INNOVER, TRANSFORMER, IMPACTER



#createursdavenir

www.boad.org

DÉCRYPTAGE



Instantané du Panorama d'ouverture

9^{ème} AFRICAN BUSINESS AND SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM ► LES ACTEURS S'ENGAGENT

C'EST À LOMÉ QUE S'EST TENUE LES 01 ET 02 OCTOBRE DERNIER, LA 9^{ème} ÉDITION DE L'AFRICAN BUSINESS AND SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM.

Cette rencontre, placée sous le thème «Agenda 2030 et RSE : le temps de la convergence», a été un appel à l'impératif de l'action collective. La première journée, à l'Hôtel 2 Février, a posé les bases théoriques et stratégiques de l'engagement RSE ; et la seconde, à Aného, a incarné la nécessité d'une démarche concrète et enracinée.



Discours de Stéphane MOUDOUTÉ-BELL, Commissaire Général du Forum



Discours de Luis Soares CASSAMA, Vice-Président de la BOAD



Photo de famille du Panorama 02



DÉCRYPTAGE

Les panélistes ont souligné l'importance de construire des coalitions solides, d'intégrer les PME dans la dynamique du développement durable et de disposer de cadres juridiques appropriés pour propulser l'Afrique vers un avenir plus juste et durable.



©LATITUDE MONDE

Instantané du Panorama 04

La véritable force de cette 9^{ème} édition a résidé dans l'élan collectif qui en est ressorti. Au-delà des discours, une proposition a été unanimement adoptée par les participants, celle de faire de la 10^{ème} édition du forum (en 2026), une phase de bilan. L'objectif est clair : passer des mots aux actes.



©LATITUDE MONDE

Photo de famille du Grand Témoignage de FORVIS MAZARS

Instantané de la visite de terrain à ANÉHO



Pour cela, chaque acteur (entreprises, organisations, entrepreneurs individuels) a été invité à cartographier ses initiatives RSE en cours. Cette démarche de recensement ne vise pas à créer de nouveaux projets, mais à identifier les actions existantes afin d'établir un projet sur lequel une convergence est possible avant la prochaine rencontre et évaluer son niveau d'implémentation et de maturité au cours du prochain forum. Cette approche, pragmatique et fédératrice, résume l'esprit de cette édition.

À l'instar de chaque édition, la cérémonie des AWARDS a récompensé des acteurs à impact positif. Il s'agissait de :

- Le «CORPORATE AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION» a été remis à BB Lomé S.A, représentée par son Directeur Général, Diogo VICTORIA
- Le « SME AWARD OF INNOVATIVE SOCIETAL ACTION» a été remis à EcoBuild Mali, représentée par sa Directrice Générale Sabou DOUMBIA
- Le «JURY AWARD» a été décerné à La Façade Maritime du Champ Triomphal (FMCT), représentée par Ruth LEFANDI OKOUMA
- Le titre d'«AMBASSADOR OF THE YEAR» a été attribué à Abdou Soulèye DIOP, Managing Partner, Forvis Mazars au Maroc. ■



Photo de famille de la visite de terrain



Photo de famille des Lauréats des AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY AWARDS

© LATITUDE MONDE

© LATITUDE MONDE

Un groupe panafricain Une vision

Depuis plus de 10 ans,
le Groupe COFINA poursuit son ambition d'être
le modèle panafricain de la finance inclusive
dans ses différents pays de présence.





► GESTION DURABLE DES DÉCHETS DE DÉMOLITION EN AFRIQUE

L'URBANISATION RAPIDE ET LES PROJETS D'INFRASTRUCTURES MASSIFS TRANSFORMENT LE PAYSAGE URBAIN AFRICAIN À UN RYTHME ACCÉLÉRÉ. SI CETTE DYNAMIQUE EST ESSENTIELLE AU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DU CONTINENT, ELLE S'ACCOMPAGNE ÉGALEMENT DE LA GESTION DES VOLUMES CONSIDÉRABLES DE DÉCHETS GÉNÉRÉS PAR LES ACTIVITÉS DE DÉMOLITION ET DE DÉGUERPISEMENT.

OBW



Les opérations de démolition, qu'elles soient motivées par des projets d'aménagement urbain, d'assainissement ou de relocalisation de populations, produisent une quantité de déchets mixtes, béton, briques, bois, métaux, plastiques, et parfois des matériaux dangereux comme l'amiante. Les infrastructures de gestion des déchets sont souvent sous-développées en Afrique, et ces débris finissent majoritairement dans des décharges à ciel ouvert, causant pollutions et risques sanitaires pour les populations.

La croissance démographique des villes africaines, estimée à un taux d'urbanisation annuel de

3,5% selon le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), génère une pression constante pour la construction et la rénovation, et parfois, la démolition. Un rapport de 2018 de la Banque Mondiale intitulé « What a Waste 2.0 », indique que les déchets de construction et démolition (C&D) représentent en moyenne 10% à 15% du flux total de déchets solides urbains à l'échelle mondiale. En 2016, la production mondiale de ces déchets était estimée à environ 1,3 milliard de tonnes. Bien que l'Afrique contribue moins à ce total que d'autres régions industrialisées, sa part croît rapidement. La même étude

de la Banque Mondiale projetait une augmentation significative de la production totale de déchets en Afrique subsaharienne, qui devrait passer de 174 millions de tonnes par an en 2016 à 460 millions de tonnes d'ici 2050. Une part non négligeable de cette augmentation sera attribuable aux activités de C&D. Contrairement à l'Europe où les taux de recyclage des déchets C&D dépassent souvent les 70%, voire 80% dans certains pays, en Afrique, les infrastructures de tri et de recyclage sont encore limitées.

La transformation de ce défi en opportunité nécessite une approche multidimensionnelle, impliquant les gouvernements, le secteur privé, la société civile et les institutions internationales. L'établissement de lois et de régulations spécifiques à la gestion des déchets de démolition inclut des permis de démolition conditionnés par un plan de gestion des déchets, des objectifs de recyclage et de réemploi, ainsi que des incitations fiscales pour les entreprises qui adoptent des pratiques durables (architecture, choix de matériaux). ■



LA GRANDE INTERVIEW

INÈS AHOURE

DIRECTRICE DURABILITÉ DE PETRO IVOIRE

RÉALISÉE PAR LA RÉDACTION

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE DISTRIBUTION DE PRODUITS PÉTROLIERS ET SERVICES EN CÔTE D'IVOIRE, PÉTRO IVOIRE A INTÉGRÉ DANS SA GOUVERNANCE LES ENJEUX DE DURABILITÉ DE SON ÉCOSYSTÈME. À TRAVERS CETTE INTERVIEW, INÈS AHOURE, DIRECTRICE DURABILITÉ DE PÉTRO IVOIRE, PARTAGE QUELQUES ÉLÉMENTS D'APPRÉCIATION SUR L'EMPREINTE SOCIO-ÉCOLOGIQUE DE L'ENTREPRISE.

Quels sont les piliers de la Démarche RSE de Pétro Ivoire ?

La Démarche RSE, de Pétro Ivoire, inscrite dans les lignes directrices la norme ISO 26 000, des engagements internationaux de la Côte d'Ivoire en termes de climat et des ODD de l'ONU, est axée sur la promotion et l'amélioration continue des quatre piliers ci-dessous qui intègrent nos croyances et notre contribution au développement économique, à la préservation de l'environnement, et au respect des droits Humains. Il s'agit de :

- Contribuer au climat et à l'environnement : par l'adaptation de nos activités à une transition bas carbone, en participant au développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et en limitant la pollution et favorisant le recyclage ;

- Assurer le développement humain et professionnel de nos hommes et nos femmes : en assurant un cadre de travail attractif pour nos salariés et assimilés, en garantissant la santé et la sécurité au travail de nos salariés et nos sous-traitants et en veillant à ce

qu'il n'y ait aucune exclusion basée sur le genre ;

- Être une entreprise innovante, loyale et responsable : en faisant la promotion de la responsabilité sociale dans la chaîne de valeur et en garantissant la protection de la santé et la sécurité des clients. Le succès des initiatives passe également par l'implication du management à tous les niveaux de l'organisation sur les sujets de RSE et à l'adhésion de nos collaborateurs aux règles d'éthique ;

- Contribuer au développement de nos communautés, par la promotion de l'éducation et la santé tout en favorisant l'emploi des jeunes et l'artisanat. Nous allons également accompagner l'essor des modes de cuisson propres.

Pé tro Ivoire vient de publier son premier rapport RSE. Quels sont les principaux résultats partagés dans ledit rapport en termes de lutte contre le changement climatique?

Petro Ivoire est conscient que la lutte contre les changements climatiques est un enjeu important,

surtout de la part des entreprises. Nous prenons en considération les aspects environnementaux à chaque étape de la chaîne d'approvisionnement, de l'achat des produits pétroliers jusqu'aux stations-services.

On retrouve ainsi nos engagements en la matière dans le tout premier pilier de notre stratégie que j'évoquais précédemment (Contribuer au climat et à l'environnement).

À cet axe sont adossés 3 engagements sur lesquels le rapport développement durable fait le point de nos réalisations et performances sur 2 années consécutives. Ce sont :

- Adapter nos activités à une transition bas carbone, avec des indicateurs sur la consommation de l'eau et de l'électricité dans le cadre de nos activités, ainsi que nos émissions de gaz à effet de serre, à partir d'une évaluation du bilan carbone ;

- Participer au développement de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables. Pour cet





LA GRANDE INTERVIEW

engagement, en plus de la distribution traditionnelle de produits pétroliers, Pétro Ivoire investi dans les énergies renouvelables et les solutions de mobilité propre pour réduire notre empreinte carbone et contribuer positivement à l'environnement. Nous avons étendu notre réseau de bornes de recharge rapide dans plusieurs zones stratégiques de la capital Abidjan, qui porte le nombre de points de recharge à 25 pour environ 1000KWH de puissance disponible. Ces installations sont presque toutes alimentées de systèmes solaires autonomes ;

- Limiter la pollution et favoriser le recyclage, principalement des déchets dangereux issues de nos activités. Le rapport présente donc quelques détails sur les types et les quantités de déchets triés, collectés et traités conformément à la législation nationale et aux bonnes pratiques en vigueur.

La RSE devient un puissant levier d'attractivité et de rétention pour les jeunes talents en quête de sens dans leur choix professionnel. Comment cette dynamique se traduit-elle au sein de Pétro Ivoire ?

Chez Pétro Ivoire, la RSE se traduit concrètement par des projets visibles et utiles : sécurité et bien-être des équipes, engagement environnemental, innovation énergétique (GPL, solaire, mobilité électrique) et impact local.

Ces actions donnent du sens au travail quotidien et permettent aux jeunes talents de se projeter dans une entreprise responsable, en transformation, où ils peuvent contribuer à des projets à fort impact tout en construisant une carrière durable.

PÉTRO IVOIRE EST PLEINEMENT ENGAGÉ DANS UNE DYNAMIQUE DE PROGRÈS CONTINU EN MATIÈRE DE RSE, AVEC LA CONVICTION QUE CHAQUE ACTION COMpte ET QUE LES MARGES DE PROGRÈS SONT TOUJOURS POSSIBLES.

Les équipes sont associées à toutes les étapes de la Démarche et l'applique autant que cela est possible à leurs activités quotidiennes. En ce sens, une équipe RSE est disponible au sein de la direction durabilité pour les assister et les accompagner.

De plus, la direction organise annuellement des journées RSE qui servent de cadre pour faire le point de la démarche, sensibiliser régulièrement les équipes et les mettre à contribution pour les réflexions et orientations nouvelles.

Nous venons justement de terminer les journées de cette année 2025, qui se sont tenues la semaine du 08 au 12 décembre dernier, sur le thème « La RSE, au-delà des mots ».

Les grandes entreprises sont de plus en plus encouragées à faire monter en compétences RSE les acteurs de leur chaîne de valeur. Par quels mécanismes Pétro Ivoire embarque-t-elle ses prestataires et fournisseurs locaux dans le cercle vertueux de la durabilité ?

Il est traditionnellement organisé des rencontres régulières avec nos partenaires, fournisseurs et prestataires. Ces rencontres sont

des occasions de faire le point avec eux sur les implications de la démarche et ce qui est attendu d'eux. Il existe aujourd'hui dans les contrats et conditions générales de vente de l'entreprise, une clause de durabilité.

Aussi, en fonction du sujet l'entreprise accompagnent certains à la prise en compte de certains enjeux spécifiques de la RSE, comme les exigences sociales qui régissent les conditions de travail.

Votre mot de fin.

Pour conclure, Pétro Ivoire est pleinement engagé dans une dynamique de progrès continu en matière de RSE, avec la conviction que chaque action compte et que les marges de progrès sont toujours possibles.

Nous sommes convaincus que, quel que soit le secteur ou la taille de l'entreprise, s'engager dans une démarche RSE est aujourd'hui un véritable levier de performance, de résilience et de création de valeur durable, pour les entreprises comme pour la société dans son ensemble.

Et l'un des facteurs de succès est d'embarquer très tôt tous les acteurs, internes et externes, de la chaîne de valeur. ■



Un pas de plus vers un avenir durable



orabank.net



un partenaire à votre écoute



ES DURABLES
EN PARTAGE 1972

Orabank



► DE LA NÉCESSITÉ D'EMBARQUER LES PME DANS LA RSE

UN CONSENSUS GÉNÉRAL S'EST DÉGAGÉ SUR LE RÔLE CLÉ DU SECTEUR PRIVÉ EN AFRIQUE DANS LA CRÉATION D'EMPLOIS ET EN TANT QUE PRINCIPAL MOTEUR DE CROISSANCE, ET, LES PME EN PARTICULIER, APPARAISSENT COMME LES PRINCIPAUX FACILITATEURS DE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET DE CROISSANCE ÉCONOMIQUE. ELLES REPRÉSENTENT 90% DES ENTREPRISES PRIVÉES AFRICAINES, 45% DES EMPLOIS CRÉÉS ET 33% DU PIB DU CONTINENT. CETTE DYNAMIQUE NE SE REFLÈTE PAS DANS L'APPROPRIATION DE LA RSE PAR LES PME ET NÉCESSITE UN VÉRITABLE CHOC DE SENSIBILISATION POUR EMBARQUER CES ACTEURS CLÉS DANS LES PROCESSUS DE DURABILITÉ.

PAR L'ÉCOSYSTÈME DU 9ÈME AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM



Les grandes entreprises, les patronats et les chambres de commerce sont invités à accompagner les PME dans la mise en place de démarches RSE à travers des sessions de sensibilisation et de formation. Cela devient critique pour les PME si elles veulent inscrire leur croissance dans un

temps long. En effet, la non prise en compte de la RSE dans leur gouvernance peut engendrer de nombreuses conséquences : accès difficiles à certains marchés, incapacité à attirer des investissements à impact, difficulté à attirer des talents en quête de sens, être moins résilientes face aux chocs

exogènes ; baisse des gains de productivité ; incapacité à anticiper et maîtriser les risques, etc. Les PME sont encouragées à créer des coalitions pour mutualiser leur savoir-faire, leurs technologies et leurs ressources financières afin d'initier des projets RSE d'envergure, qui seraient difficiles à réaliser individuellement, tels que, la mise en place de programmes de développement communautaire, d'éducation ou de protection de l'environnement.

Par ailleurs, afin de faciliter l'intégration de la RSE par les PME, il faudrait un choc de simplification au niveau des indicateurs des ODD. En effet, la simplification des indicateurs de durabilité permettra aux PME d'enclencher la RSE de manière simplifiée. ■



Fondation BGFI Bank
pour les générations futures

welp

I WOMEN ENTREPRENEURS LEADERSHIP PROGRAM

UN PROGRAMME D'EXCELLENCE CONÇU POUR
ACCOMPAGNER LES FEMMES ENTREPRENEUREUSES
DANS LA CROISSANCE ET LA PÉRENNISATION DE
LEURS ENTREPRISES.

- Formation certifiante pour renforcer les compétences en leadership et gestion
- Coaching sur mesure assuré par des experts
- Accès aux financements pour concrétiser et développer les projets à fort potentiel

Partenaire technique :

SING
Société d'Incubation
Numérique du Gabon



Scanner le QR code
pour plus d'informations



RSE ENTRE CONFORMITÉ ET ACTION VOLONTAIRE

DANS LE PAYSAGE ACTUEL OÙ LES IMPÉRATIFS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX REDÉFINISSENT LA NATURE DES ATTENTES DES POPULATIONS ENVERS LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) SE POSITIONNE COMME UN LEVIER STRATÉGIQUE ET DE PÉRENNITÉ ET DE PROSPÉRITÉ.

OBW



© Freepik

Cependant, assez souvent, des initiatives basiques de conformité légale ou de réduction réglementaire d'impacts directs sont confondues à des engagements RSE majeurs, voilant la perception et diluant la portée des véritables efforts. Ainsi, une distinction fondamentale doit être faite entre les obligations intrinsèques d'une entreprise et les actions qui relèvent incontestablement d'une démarche RSE proactive. Le devoir intrin-

sèque d'une entreprise constitue le fondement de sa responsabilité. Il englobe le strict respect des réglementations en vigueur (compliance). Qu'elles concernent la gestion des déchets, les émissions polluantes, les normes de sécurité au travail ou les pratiques commerciales éthiques, ces règles sont une condition sine qua non pour qu'une entreprise puisse exercer ses activités.

En revanche, la RSE représente un engagement volontaire à aller

plus loin, à contribuer positivement au développement durable en intégrant les préoccupations des parties prenantes dans le fonctionnement, la stratégie et les opérations de l'entreprise.

Le devoir intrinsèque est souvent motivé par la nécessité d'éviter des sanctions et de maintenir une licence d'opérer; tandis que la RSE est animée par une vision à long terme de création de valeur partagée. Par conséquent, la distinction réside dans la motivation et la portée de l'action. Les entreprises sont ainsi invitées à communiquer avec transparence sur la nature de leurs actions, en distinguant clairement ce qui relève de leurs obligations fondamentales et ce qui constituent un véritable engagement RSE.

Cette transparence permet également une lecture plus juste de la valorisation des efforts (financements) déployés en faveur du développement durable dans les localités. ■



RECRUTEMENT STRATÉGIQUE POUR L'AFRIQUE

Depuis 1996



Paris – Johannesburg – Abidjan – Lomé – Cotonou – Douala – Nairobi – Dakar

info@africsearch.com

www.africsearch.com

RSE : L'ALIGNEMENT INTERNE-EXTERNE S'ADAPTER POUR GRANDIR

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) EN AFRIQUE SORT PEU À PEU DU CHAMP ÉTHIQUE, POUR DEVENIR UN MOTEUR DE PERFORMANCE ET D'ATTRACTIVITÉ DES TALENTS. LA NOUVELLE GÉNÉRATION NE CHERCHE PLUS UNIQUEMENT À "FAIRE CARRIÈRE", ET MUE VERS UNE "QUÊTE DE SENS" ORGANISATIONNELLE.

OBW



© Groupe RSE

D'ici 2050, 70 % de la population africaine aura moins de 30 ans. Les Milléniaux et la Gen Z, qui forment le cœur de la population active du continent, demandent une gestion du capital humain plus équitable. Pour eux, l'excellence dans ce domaine devient progressivement la mesure interne principale de la contribution et de l'engagement RSE de l'entreprise.

Certaines études démontrent que, les employés qui perçoivent leur organisation comme socialement responsable affichent un taux de fidélisation plus élevé. Cet engagement se traduit par une réduction significative du turnover et des coûts associés au recrutement ; Plus encore, cela rend les dynamiques internes plus saines et renforce le "permis sociale" (l'approbation sociale) de l'entreprise.

Quelle que soit leur taille, les organisations peuvent s'inscrire dans l'ère du temps en s'appuyant sur un équilibre social interne et un engagement structuré dans le développement communautaire. En faisant de cet alignement une valeur ajoutée pérenne de l'entreprise, elles s'adaptent à la trajectoire inéluctable que prend la RSE, et s'assurent d'une croissance stable et compétitive. ■

Plus de 20 ans au service des entreprises africaines nous ont convaincu que les clefs de l'émergence économique étaient entre nos mains. Le continent africain qui fait l'objet de toutes les convoitises est riche en ressources de tous genres: minérales, minières, humaines, naturelles, ...

Mais la richesse de son sous-sol n'est en fait qu'un potentiel de développement et de puissance économique qu'il nous faut «transformer». Nous devons donc être des transformacteurs pour traduire en développement économique ses riches potentialités.

Avec désormais 4 pôles d'activités

- CONSEIL
- FORMATION
- SANTÉ
- ÉDITION



Nous avons l'ambition
d'être parmi les transformacteurs
que le continent attend...



**AFRIQUE
CHALLENGE**
l'Afrique qui ose!

3, Rue Mansour Saadi, quartier Racine 20100 Casablanca

Tél.: +212 522 36 04 18/20 Fax : +212 522 36 31 41 Email : contact@lafriquequiose.com

[facebook-lafriquequiose](#)
 [@lafriquequiose](#)



Système
de Management
certifié ISO 9001

www.lafriquequiose.com

► RSE D'IMPACT L'INCLUSION ACTIVE DES ZONES RURALES

LA RESPONSABILITÉ SOCIÉTALE DES ENTREPRISES (RSE) EST, PAR ESSENCE, UNE DÉMARCHE VOLONTAIRE D'INTÉGRATION DES PRÉOCCUPATIONS SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES (OU OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE) DANS LES OPÉRATIONS COMMERCIALES PAR LA DIRECTION.

OBW



Il est fréquent de constater qu'une entreprise, qu'elle soit minière, agro-industrielle ou manufacturière, opère ses activités extractives ou de production dans une province éloignée, mais concentre ses actions RSE visibles dans la capitale. Ces actions se traduisent souvent par des partenariats, des campagnes de communication bien orchestrées, créant une image de citoyenneté d'entreprise sans pour autant adresser les défis structurels dans ses zones d'impact primaire. Les interventions réalisées à l'intérieur du pays se limitent trop souvent à des dons ponctuels de faible envergure ou à des actions caritatives non pérennes, qui relèvent davantage de la communication que de l'investissement sociétal véritablement structurant.

Par conséquent, le public perçoit une RSE fortement urbaine, tandis que les besoins en matière d'infrastructures, de formation professionnelle et d'accès aux services de base dans les provinces restent inexplorés.

Les gouvernements africains œuvrent à rééquilibrer le développement pour garantir la réduction des inégalités régionales et l'inclusion, pendant que les entreprises focalisent leurs actions dans les capitales. Selon la Banque Africaine de Développement, l'écart de pauvreté entre les zones urbaines et rurales en Afrique subsaharienne est inquiétant, les populations rurales sont quatre fois plus susceptibles de vivre dans l'extrême pauvreté que celles vivant en milieux urbains. Plus encore, seulement 39% de la population rurale mondiale disposent d'un accès aux services d'assainissement de base. Ici, les entreprises manquent l'opportunité d'agir comme de véritables partenaires des stratégies nationales de développement.

Afin de maximiser leur impact durable, les entreprises africaines doivent nécessairement délocaliser/étendre une partie significative de leurs budgets RSE pour financer des actions structurantes dans les petites villes.. ■

NOTRE VISION

FAIRE DE LA
RESPONSABILITÉ SOCIALES
DE L'ENTREPRISE (**RSE**)
UN LEVIER DE CROISSANCE
DE VOTRE ENTREPRISE.

LATITUDE MONDE, Cabinet Conseil en RSE, est votre solution durable pour :

- Élaborer, Implémenter, Évaluer et Valoriser votre Démarche RSE.



LATITUDE MONDE organise l'African Business & Social Responsibility Forum, 1^{ère} plateforme de RSE en Afrique (www.africa-businesspeople.com)

- 2017 - 2018 : Port-Louis, Maurice
- 2019 : Kigali, Rwanda
- 2020 - 2021 : Marrakech, Maroc
- 2022 : Dubaï, E.A.U
- 2023 : Dakar, Sénégal
- 2024 : Abidjan, Côte d'Ivoire
- 2025 : Lomé, Togo
- 10^{ème} édition : Abidjan, Côte d'Ivoire, les 10& 11 Juin 2026

LATITUDE MONDE publie la **REVUE IDÉES DURABLES**
et les sites Internet www.gabon-rse.com & www.ivoire-rse.com

Plus d'infos : contact@latitudemonde.com • +241 74 18 96 72

LATITUDE MONDE



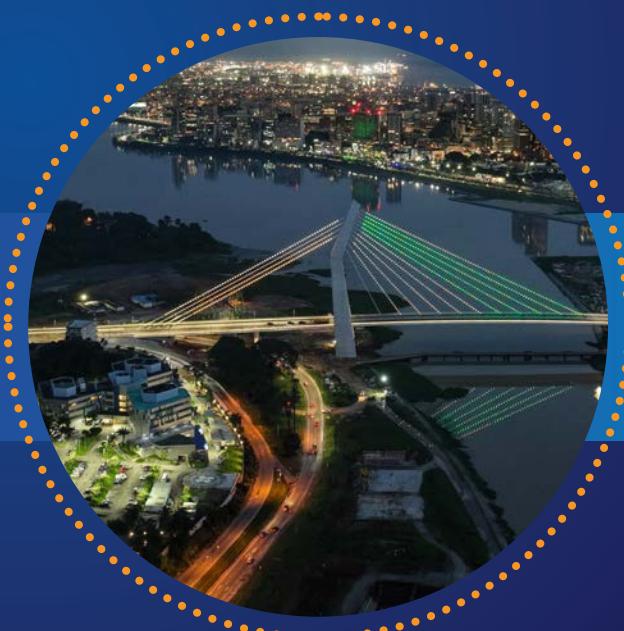
AFRICAN BUSINESS & SOCIAL RESPONSIBILITY FORUM

Libérer le potentiel RSE des Entreprises Africaines

10^e ÉDITION

LA RSE À L'ÉPREUVE DU CHOC DES RÉALITÉS

📍 ABIDJAN
📅 10 & 11 JUIN 2026



<http://fr.africa-businessforpeople.com>